

# Bref sur le contexte et la problématique/défis (s) liée à la thématique dans la mise en œuvre de L'APV FLEGT



Image: Patrice Kamkuimo et Saskia Ozinga durant la semaine FLEGT en mars 2015 à Bruxelles

## INTRODUCTION

Une diversité de groupes de la société civile œuvre dans le domaine gouvernance forestière mais ils sont peu structurés et ont été très affectés par la récente crise qu'a connue la RCA. Le manque de coordination entre les initiatives pour renforcer la gouvernance forestière et favoriser la participation et les droits des communautés limitent l'efficacité des efforts. Une plateforme d'OSC, la « Plateforme pour la Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement » (GDRNE) s'active à faire valoir les droits des communautés et plaider pour la gouvernance forestière. Elle s'est engagée dans le suivi des processus APV/FLEGT REDD mais elle est peu spécialisée et freinée dans son action par la faiblesse de ses moyens techniques et financiers. La relance par le gouvernement de transition issu de la crise des processus de réformes pour améliorer la gestion des ressources naturelles a fourni aux communautés et aux OSC une importante opportunité pour faire entendre leurs voix et accompagner les initiatives du gouvernement en faveur d'une meilleure gouvernance forestière. Ainsi, la question du renforcement et de la structuration des OSC et des communautés locales et du dialogue entre les acteurs concernés fut capitale notamment pour la poursuite de l'APV/FLEGT et la gestion durable des ressources forestières en RCA.

La mise en œuvre de l'APV au Cameroun avance lentement. Depuis fin 2014 la volonté politique s'amenuise et l'espace pour la participation de la société civile s'est réduit.

L'administration a adopté une attitude de plus en plus hostile à une société civile critique qui ose mettre le doigt sur des sujets sensibles comme le bois de conversion, la transparence et la légalité des titres. La gouvernance forestière est sous pression en raison de nouveaux moteurs de déforestation. Le gouvernement camerounais est déterminé à faire du Cameroun un pays émergent à travers le développement du secteur agricole et la conversion des terres à grande échelle. Malgré ce contexte difficile dans lequel les communautés forestières les militants de la justice environnementale sont sous pression, la société civile, notamment la CFP, CED et FODER ont réussi à se faire entendre et à contribuer activement à l'évaluation du Plan d'action FLEGT. La plateforme CFP s'est engagée à améliorer sa structure et intégrer l'aspect genre et les voix des communautés dans sa stratégie, ses actions et son fonctionnement interne. Depuis le début de 2016 il y a à nouveau plus d'ouverture. Ceci est le résultat notamment de la médiation de la GIZ entre le gouvernement et la société civile et le changement de personnel au sein du MINFOF. Bien conscients du fait que l'APV n'est pas l'unique levier pour provoquer un changement en faveur des droits des communautés, la CFP et Fern entreprennent des efforts pour identifier d'autres processus pertinents pour influencer les décisions politiques. Le processus REDD+, les réformes foncière et forestière et la mise en œuvre des Directives volontaires de la FAO sont des mécanismes intéressants qui disposent d'un potentiel certain.

## ACTIONS ET STRATÉGIES MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME/LES DÉFIS

L'accompagnement du plaidoyer des organisations de la société civile au niveau national, régional et international, fort de sa longue expérience de soutien aux plateformes du Bassin du Congo pour leur implication effective dans les processus APV.

La promotion des échanges avec les acteurs régionaux et internationaux notamment à travers les réseaux ACRN et CRN qui rassemblent des acteurs indépendants de la société civile de la région et d'Europe.

La communication visuelle et l'information comme stratégie de sensibilisation et de mobilisation à travers une palette d'outils et de supports tels que les films d'animation, les vidéos, les lettres d'information, les notes de position, les études et recherches.



Image du film 'Comment le FLEGT fait la différence en RCA'

## RÉSULTATS/INNOVATIONS/ACQUIS

### Supports de plaidoyer

*Présentations de Fern lors de la semaine FLEGT en 2015*

**Impact:** des messages clés comme le besoin d'un plan d'action européen sur la déforestation sont repris par des décideurs politiques européens et des Etats membres.

**Cameroun:**

*La note de la CFP rapport à l'évaluation du plan d'action FLEGT*

**Impact:** les préoccupations de la CFP ont été reprises par les évaluateurs du FLEGT action plan dans leur rapport de mission.

*La note de position de la CFP sur l'ER-PIN du Cameroun présentée à l'occasion de la réunion du Fonds de Carbone en Octobre 2015 à Bruxelles a été publiée sur le site du FCPF: <https://www.forestcarbonpartnership.org/CF13>.*

**Impact:** Les préoccupations de la CFP ont été prises en compte et le ER-PIN soumis par le Cameroun n'a pas été approuvé.

*Aides mémoire du CCS en juillet et octobre qui reflètent une participation effective et des opinions de la CFP*

**Impact:** L'UE et le gouvernement sont informés de la position de la SC. La SC prend part au dialogue malgré les tensions.

### Lobbying au niveau national et européen

*Participation importante à la semaine FLEGT en mars 2015 du coordinateur de la CFP, de CIEDD et de Fern et présence de CFP et Fern dans plusieurs panels.*

*Réunions régulières avec la Commission européenne, des représentants des Etats membres, des députés européens, les évaluateurs du Plan d'action FLEGT, et les personnes clés de la Présidence hollandaise de l'Union européenne.*

*Obtention du statut d'observateur lors de la 13ième réunion du Fonds Carbone tenue en octobre à Bruxelles et participation Participation à la table ronde en septembre sur la mise en œuvre du RBUE organisée par la Belgique.*

*Participation à la consultation sur l'évaluation du plan d'action FLEGT organisée par les Pays Bas en septembre 2015.*

#### Impact

Les dispositions de la nouvelle constitution centrafricaine incluent les recommandations de la société civile.

Soutien renouvelé de la communauté internationale à la RCA (reprise du processus APV, Fonds Békou).

Nouveaux interlocuteurs en RCA (AFD, PNUD, ambassade de France, délégation de l'UE).

Plus de visibilité pour la CFP.



Image: Conversion des forêts au Cameroun

### FACTEURS DE SUCCÈS

- Bonnes relations avec les partenaires locaux avec des échanges réguliers et suivis;
- Développement de bonnes relations avec la Délégation l'UE;
- Disponibilité des informations et des outils de communication;
- Expériences dans l'animation de plateformes électroniques;
- Accès aux décideurs européens.

### LEÇONS APPRISSENT

- Importance d'avoir une stratégie d'atténuation et de réponses aux risques;
- Bonne connaissance du contexte;
- Contact sur le terrain avec une palette d'acteurs;
- Réputation et expertise.

### RECOMMANDATIONS ET IMPLICATIONS

- Améliorer le travail avec les médias pour une meilleure diffusion de l'information et évaluer le résultat du travail avec les médias;
- Eclaircir le rôle de tous les partenaires du projet et leurs relations les uns avec les autres;
- Plus de transparence au niveau de la gestion et la mise en œuvre du projet afin d'éviter des doublons et comprendre mieux la disponibilité des uns et des autres;
- Etablir des canaux de communication plus étroits et réguliers;
- Chercher des solutions durables aux problèmes de communication avec les pays du Bassin du Congo.
- Favoriser les échanges au-delà des partenaires et des pays couverts;
- Accorder plus de temps et d'importance au travail de plaidoyer et à son suivi;
- Eviter de multiplier les actions ponctuelles.